



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 10 JUL. 2024

prescrivant à la société ARLANXEO EMULSION RUBBER FRANCE SAS à La Wantzenau, en urgence,
des prescriptions de sécurité concernant le réservoir TK6230, d'ici à son remplacement

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 512-20 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 16 mars 2022, pris en application du titre I^{er} livre V du code de l'environnement, codifiant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter les installations de fabrication de caoutchoucs synthétiques de la société ARLANXEO Emulsion Rubber FRANCE à La Wantzenau ;
- VU la notification du 15 novembre 2018, par laquelle la société ARLANXEO Emulsion Rubber porte à la connaissance du préfet les modifications concernant la récupération des monomères et consistant à ramener sur une seule chaîne - au lieu de deux - les opérations de finition qui suivent l'étape de polymérisation, ainsi qu'à moderniser cette chaîne résiduelle ;
- VU la notice du 10 septembre 2020 de réexamen quinquennal de l'étude de dangers ;
- VU le rapport de la visite du 04 juin 2024, par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, de l'usine ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS de La Wantzenau ;
- VU les observations du 17 juin 2024 de l'exploitant sur le projet des prescriptions du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que le réservoir TK6320 n'est pas exploité dans les conditions qu'impose l'arrêté préfectoral susvisé, renvoyant à son article 1.2.1 à la notification du 15 novembre 2018 et à la notice du 10 septembre 2020 susvisées ;

CONSIDÉRANT que les mesures prises à ce jour pour prévenir les conséquences d'un épandage en rétention du réservoir TK6230, soit l'application de mousse, reposent sur la détection par l'homme de cet épandage, l'intervention manuelle sur deux vannes dont une seulement est à actionnement manuel rapide (quart de tour), l'autre nécessitant de manipuler un volant, une intervention dans une zone potentiellement sous le vent de l'épandage et donc exposée aux vapeurs toxiques ;

CONSIDÉRANT l'absence de consigne d'intervention ;

CONSIDÉRANT que l'article L 512-20 du code de l'environnement dispose qu'en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires, soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des

conditions imposées, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités ;

CONSIDÉRANT qu'au nombre des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement figure la sécurité publique ;

CONSIDÉRANT que la commande des dispositifs de sécurité prescrits au présent arrêté ne doit pas être retardée et qu'en conséquence, il n'est pas opportun de consulter le CODERST du fait du délai de procédure que cela suppose ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS se conforme aux dispositions ci-après pour l'exploitation de son réservoir identifié « TK6230 », localisé dans l'usine de La Wantzenau, ZI du Ried.

Pour la maîtrise des conséquences d'un épandage en rétention du contenu du réservoir TK6230, et d'ici à son remplacement, l'exploitant prend les mesures techniques et organisationnelles utiles dont il justifie de l'efficacité.

Ces mesures satisfont a minima aux exigences suivantes :

- l'intervention humaine (*) est limitée à une action déclenchée suite à une alarme elle-même déclenchée sans intervention humaine. **Le détecteur et l'alarme sont en place sans autre délai que techniquement nécessaire et en tous cas avant le 30 octobre 2024. Il en est rendu compte ;**
- l'alarme est facilement identifiable par l'opérateur sur le poste de conduite ;
- les actions associées à cette alarme sont clairement définies, notamment par procédure ;
- l'opérateur est disponible (présence permanente et temps d'action compatible avec la cinétique du phénomène dangereux, nombre limité de procédures d'urgence attribuées à un même opérateur) ;
- les équipements de protection permettant l'intervention en sécurité sont disponibles hors du périmètre exposé au danger ou dans une zone protégée ;
- les opérateurs sont formés.

(*) Le recours à une chaîne de sécurité sans intervention humaine est admis. En pareil cas, cette chaîne satisfait aux référentiels reconnus en vigueur. Les justifications sont tenues à disposition de l'inspection.

Article 2 : mesures de publicité

Les mesures de publicité de l'article R. 181-44 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

Article 3 : voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie et la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 4 : exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ARLANXEO EMULSION RUBBER FRANCE SAS, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de La Wantzenau.

La préfète,



Josiane CHEVALIER

